

Economie, primaires de la droite et élections présidentielles

Posté le : 29 mars 2016 11:47 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Economie et politique

Marcel Gaucher explique qu'il faut sortir de l'*économisme* et de l'énorme pression que cette doctrine impose.

Les Echos, en contrepoint affirme que les élections présidentielles se feront sur la question de l'économie.

Les deux ont tort.

L'*économisme* ne règne pas en France mais le socialisme moralisateur avec une dépense publique exorbitante, des dettes exorbitantes et un chômage d'une masse exorbitante. Si l'*économisme* régnait, il y aurait une trace de raisonnement économique. On la cherche. En revanche on ne compte plus les mesures vexatoires purement socialistes qui cherchent à priver de liberté les citoyens « riches », comme « la mixité sur le palier » de madame Hidalgo qui fait que la ville préempte à prix d'or, avec le produit d'impôts d'ampleur inégalée, des appartements dans des immeubles cossus et y installe des familles africaines, arrivées en fraude avec 14 enfants, sur le même palier que celui d'un dirigeant d'entreprise ayant payé cher pour vivre dans un milieu à sa convenance et non dans un faubourg de Ouagadougou. Il est vrai que cette politique est menée à Paris sous contrôle socialiste par un communiste dont la doctrine est de faire payer par les riches la corde avec laquelle on va les pendre. A Moscou, dans les bonnes années socialistes, on pratiquait la mixité dans le même appartement. Encore un effort !

Les candidats aux primaires de la droite et du centre axent totalement leur campagne sur la nouveauté alléguée « du monde qui se révèle » et la nécessité de ne pas se laisser influencer par la rue pour mettre en place les réformes adaptatives nécessaires. Mais on cherchera en vain une trace d'explication économique solide et on trouvera plus de postures et d'affirmations de virilité réformatrice que de raisonnements sur des faits observés sans passion.

Tout le monde sait que l'opinion française se cristallise autour de deux réactions aussi fortes qu'instinctives. « Non aux impôts » ; « non à l'Islam ». Les « attentats » fiscaux de 2011 et de 2012, et les attentats islamistes abominables de 2015 sont les deux mamelles politiques de la France de 2016. Les cris mille fois répétés dans les médias, comme chez Ruquier dans *On n'est pas couché*, de « vive les impôts » (des riches) et de « non à l'islamophobie » ont désormais un peu de mal à être entendus.

Ajoutons la dimension d'immédiateté propre aux réactions politiques, et on voit bien que les campagnes électorales vont se perdre dans les solutions radicales à ultra court-terme. Baisser « massivement » les impôts, « tout de suite » ; mettre au pas « impitoyablement » nos Molenbeek français, « sans attendre ».

Ce climat offre au Front National un boulevard, lui qui lie toutes les problématiques en une seule : immigration égale dettes, dépenses publiques, impôts, abaissement des valeurs nationales, délinquance et terrorisme.

L'offuscation de l'intelligence risque d'être la conséquence électorale la plus grave. Nous avons dit ici combien les différentes campagnes des élections de 2012 avaient été regrettables et même pitoyables. Les prochaines risquent d'être bien pires.

Les trois grandes libertés sont au cœur des difficultés. Les débats en sont rendus compliqués.

La liberté des mouvements de personnes se heurte aux migrations de masse et aux contradictions insurmontables des politiques de natalité. Si la population du Nigéria dépasse celle de la Chine, en 2050, on ne voit pas à quel titre l'Europe devrait absorber les centaines de millions de migrants que cette politique implique. Si certains pays du Maghreb ont l'ambition d'utiliser « le ventre des femmes musulmanes » pour envahir l'espace européen, nouvelle terre d'islam, on ne voit pas trop les arguments qui justifieraient que les pays européens cèdent à cette volonté.

La liberté des mouvements de marchandises entraîne automatiquement une pression des pays à bas salaires sur les pays à hauts salaires, surtout si la compétition est inégale du fait d'une exigence différente en matière de normes de production. Le libre échange est nécessaire et positif entre pays qui équilibrent leurs échanges. Mais les énormes déséquilibres commerciaux sont-ils acceptables ?

La liberté des mouvements de capitaux est sans doute un des moyens de « l'affectation optimale des investissements ». Sauf si ces investissements sont purement financiers et alimentent les bulles moutonnières et endogènes d'une économie baudruche.

Si la liberté est un principe essentiel, les libertés s'organisent. Les débats fondamentaux du moment se doivent de porter sur l'organisation des libertés. Ils sont difficiles et sensibles. Il y a un gouffre entre les libertés individuelles et les libertés collectives. Ce qui est simple, à l'échelon individuel, devient nettement moins commode à gérer lorsqu'on change d'échelle.

Une nation n'a plus de politique si elle est totalement ouverte et si les mouvements venus de l'extérieur peuvent s'exercer sans limite avec des effets quantitatifs démesurés. Affirmer qu'il faut simplement s'adapter à ces pressions ne fait pas un discours politique audible. La culpabilisation des citoyens ne mène à rien.

Les enjeux électoraux devraient tous être centrés autour des trois grandes difficultés de gouvernance.

Gouvernance française : pourquoi faisons-nous moins bien que les autres ?

Gouvernance européenne : pourquoi l'Europe fait-elle moins bien que les autres ?

Gouvernance mondiale : pourquoi, depuis quarante ans, le trend baisse-t-il, les crises périodiques s'aggravent-elle et le taux de dettes global s'est-il partout inversé jusqu'à atteindre les niveaux intenable qui ont entraîné la rupture de 2008 ?

Pour être équilibré un programme électoral doit comporter deux piliers économiques :

- Une action interne pour remettre le pays d'aplomb
- Une « *diplomatie de la prospérité* », en Europe et dans le monde, pour éviter que la nation soit périodiquement ravagée par des crises gravissimes venues de l'extérieur.

La grande erreur des candidats actuels, putatifs ou réels, aux primaires de la droite et du centre, est d'escamoter complètement le second volet. Il est vrai qu'il est vain d'espérer peser à l'extérieur si le pays ne retrouve pas son allant, comme François Hollande le prouve tous les jours. Il est tout aussi vain de croire qu'un redressement unilatéral ne sera pas balayé, un jour ou l'autre, par un autre

épisode de tsunami économique venu de l'extérieur, si on ne procède pas à des changements profonds de l'organisation économique mondiale. Giscard et Chirac n'avaient pas que de mauvaises idées. Ils ont été balayés par la crise de 74. Balladur avait une vision solide de ce qu'il fallait faire : il a été balayé par la crise de 92-93. Sarkozy et Fillon n'avaient pas un mauvais programme ; Il a été balayé par la crise de 2008-20xx.

A chaque fois, ce sont les conséquences du ressentiment né de la crise qui ont fait venir les socialistes au pouvoir, au sein de coalitions hétéroclites, alors qu'ils sont minoritaires dans le pays, quasiment structurellement. La France n'est pas socialiste et il n'y a pas de « peuple de gauche ». A chaque passage, les socialistes ont aggravé tout en étouffant plus étroitement les relations économiques et en poussant au maximum les dépenses publiques, la dette et les impôts, même dans les périodes de vaches grasses offertes par la conjoncture (comme Rocard et Jospin), quitte, à la veille des élections, à tenter de rebrousser partiellement chemin pour ne pas les perdre.

Les socialistes, qui ont poussé avec J. Delors, à la création de l'Euro appuyé sur une politique de libertés économiques absolument sans entraves, ont baissé un tout petit peu les impôts en 2001 et déchargé l'entreprise du fardeau des allocations familiales ces dernières années. La mouvance peut affirmer qu'elle a été plus audacieuse que la droite. Mais les socialistes sont pris dans des contradictions insurmontables : soumission à l'Europe fédéraliste elle-même soumise aux Etats-Unis ; absence totale de volonté d'organiser les libertés ; abandon du terrain social ; violence fiscale contre les entrepreneurs et « les possédants » ; immigration sans limite ; priorité théorisée donnée à l'altérité ; président et ministres au dessous des qualités nécessaires pour gouverner.

La droite, de son côté, ne comprend pas qu'elle doit lutter sur deux fronts : les conséquences internes du socialisme et les conséquences des crises venues de l'extérieur.

Juppé ne croit pas nécessaire de développer de véritables idées, mais seulement sa stature. Il se veut compatible avec Rocard et la droite de la gauche. Il est « droit dans les charentaises » de F. Bayrou. Cet unanimité exclut qu'il prenne des options programmatiques fortes. Il moque ceux qui promettent « des larmes et du sang », en oubliant que le sang et les larmes, c'est « ici et maintenant ». Il n'a aucune idée d'une « diplomatie de la prospérité ». Il ne veut pas s'aliéner les européens ni les tenants de la mondialisation heureuse. Et il ne va pas s'attaquer bille en tête aux « forces sociales » qui lui avaient valu une défaite en rase campagne en 96. Il n'est pas sûr qu'il résiste à une campagne contre François Hollande. Lorsque le challenger est trop proche du sortant, la prime va au sortant.

Sarkozy ne sait pas s'il pourra se présenter et jusqu'ici ne capitalise que sur des mesures ciblées par ses communicants sur le cœur de l'électorat : baisse immédiate et massive des impôts et attitude anti-migrants. « L'achat de votes » façon Hollande ne séduira pas. Et il a déjà perdu une fois contre ce dernier notamment au cours d'un débat où il a été inexistant.

Lemaire et NKM capitalisent sur le fait qu'ils sont ou jeune ou femme. C'est bien court.

Copé est plus brûlé que Jeanne d'Arc ne le fut à Rouen. Et il passe pour Cauchon.

Reste Fillon qui a développé un programme sérieux de redressement interne et qui a esquissé un début de commencement de diplomatie de la prospérité en refusant le traité transatlantique.

Beaucoup pensent qu'il n'a pas le charisme, l'énergie et la rouerie d'un chef de bande inoxydable. Il est ignoré par la presse qui se concentre sur les favoris des sondages dont on sait qu'ils dépendent directement de l'investissement qu'on fait dans l'exercice (Cf le livre de Villiers).

Pour le moment, c'est le seul qui soit moins engagé dans le chemin de la com' que sur celui des idées fortes. Il est probable qu'il sera, après les débats télévisés, au second tour des primaires face à Juppé, surtout si Sarkozy est empêché, ce qui est désormais probable.

Cette confrontation dictera la suite des élections présidentielles et la politique des dix ans à venir. Celui qui pourra dessiner un avenir à dix ans convaincant, avec une méthode pour le construire, gagnera. Cet avenir à dix ans exigera une action dans la durée. Pas seulement dans les 100 premiers jours (le syndrome Guéna). Il faut donc doser les réformes fondamentales à prendre vite et bien, sans esprit de recul, et l'action ultérieure, qui doit être le fruit d'une mécanique démocratique et sociale riche et continue. Celui qui exigera qu'on s'adapte dans la douleur sans jamais laisser entrevoir d'issue positive à ce masochisme sera rejeté. Gagnera celui qui démontrera que l'étatisme et le « fiscalisme » insensé de l'« Enarchie compassionnelle » est une des causes internes de nos problèmes et prouvera qu'il saura y mettre fin. Perdra celui qui sera l'homme d'une fonction publique aux effectifs déraisonnables et bénéficiant d'une organisation protégée ruineuse, distincte du reste de la population.

François Hollande a lié sa candidature à la baisse du chômage. Nul doute que le chômage soit nominalement le sujet prioritaire préféré des politiques (car ils savent que la question de l'islam et de l'impôt sont les deux seules qui animent vraiment les Français et qu'elles sont dangereuses). Il est regrettable que l'annexe 8 de l'excellent livre de Bernard Zimmern : « A tout fonctionnaire son chômeur » ne soit pas inscrite au programme de tous les candidats aux primaires. Elle montre une corrélation parfaite entre l'excès de personnels à statuts et l'excès de chômage. Le livre date de 98. Cette corrélation reste entièrement valable aujourd'hui. Elle est même encore plus certaine.

On peut tout de même exiger du pays que la confrontation finale ne se résume pas à l'affrontement d'un énarque de gauche qui a tout raté récemment mais qui croit à sa « baraka », avec un énarque de droite qui a tout raté il y a vingt ans mais qui croit à sa « stature ».

Les Français rejettent clairement un second duel entre Hollande et Sarkozy. Il devrait également rejeter une confrontation entre l'énarque Hollande et l'énarque Juppé. Cela ne veut pas dire que l'on souhaite que cela se termine par un débat d'images entre Nicolas Hulot et Nathalie Kosciusko-Morizet !

La politique de la chaleur et du casting doit faire place, quelque temps, à celle des lumières et des actions réfléchies et déterminées.